



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 25 mars 2013

**LE GOUVERNEUR CUOMO EXPOSE LES RÉFORMES DE LA COMMISSION DES SERVICES PUBLICS AFIN D'ACCROÎTRE CONSIDÉRABLEMENT LA RESPONSABILITÉ ET LA SUPERVISION DES SERVICES PUBLICS DE L'ÉTAT**

***Le budget met en oeuvre les recommandations de la Commission Moreland pour faire en sorte que les services publics soient responsables envers les clients***

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a exposé aujourd'hui les réformes mises en oeuvre par le budget 2013-2014, qui renforceront la supervision et l'application des mécanismes de la Commission des Services publics (PSC) pour faire en sorte que les grandes entreprises d'électricité et de gaz soient tenues responsables envers les régulateurs et les clients. Les réformes mises en oeuvre sont basées sur les recommandations faites par la Commission Moreland, établies par le Gouverneur à la suite de l'ouragan Sandy.

Voici quelques-unes des réformes mises en place par le budget pour améliorer l'application et la supervision du PSC et faire en sorte que les services publics soient tenus responsables :

- **Pénalités plus sévères en cas d'infraction** : Le PSC sera maintenant en mesure de récupérer des pénalités civiles plus sévères en cas d'infraction aux lois et réglementations d'État ou ordonnances du PSC, et ne sera plus obligé d'amener de tels cas en cour.
- **Supervision serrée** : Le PSC sera maintenant en mesure d'entreprendre un examen plus complet de la planification et de la performance des services publics.
- **Meilleure préparation en cas d'urgence** : Les réformes mises en oeuvre exigeront des services publics qu'ils soient mieux préparés à la planification et à la supervision des urgences.
- **Responsabilité accrue** : Le PSC sera maintenant en mesure de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris révoquer les certificats et obliger les services publics à se débarrasser d'actifs, pour faire en sorte que les services publics soient continuellement en mesure d'offrir un service sécuritaire et adéquat.

« À la suite de la tempête, l'État de New York a pris des mesures immédiates pour enquêter sur les défauts des entreprises de service public par la mise en place de la Commission Moreland, laquelle a

tenu des réunions publiques et réunit des experts pour recommander des réformes et de nouvelles idées, a déclaré le Gouverneur Cuomo. Moins de cinq mois après la destruction et la dévastation indicible causées par Sandy, nous mettons en place d'importantes réformes pour donner à la Commission des Services publics, critiquée par la Commission Moreland pour son manque d'agressivité, de véritables dents et des pouvoirs d'application pour que les entreprises de service public soient tenues responsables envers les clients qu'ils servent. »

Les détails sont exposés ci-dessous :

**Pénalités accrues en cas d'infraction :** Auparavant, contrairement à de nombreux régulateurs de services publics du pays, le PSC était tenu d'imposer des pénalités en cour pour les infractions « délibérées » seulement - une barre si haute qu'on imposait rarement, sinon jamais, de pénalités des services publics. Les réformes offrent au PSC l'autorité statutaire pour prélever les pénalités administratives contre chaque service public en cas d'infraction à la loi sur les services publics, aux ordonnances du PSC et aux régulations suivant une norme « raisonnable ». La taille des pénalités potentielles a été augmentée sur une échelle basée sur le pourcentage du revenu des services publics, excluant les taxes. Les pénalités seront payées avec le capital des actionnaires, et non pas avec l'argent des contribuables.

**Audit et supervision accrues :** Les réformes autorisent le PSC à faire l'audit régulier des opérations et de la gestion des services publics et, selon ce qu'on trouve, permettent aux PSC d'ordonner aux services publics de se conformer à des modalités supplémentaires plus strictes. Le PSC sera autorisé à décider si oui ou non un service public devrait continuer à fournir un service sur son territoire, et à prendre toute mesure nécessaire pour assurer un service sécuritaire et adéquat.

**Plans détaillés de préparation en cas d'urgence :** Les services publics sont désormais tenus de remplir annuellement des plans détaillés de préparation en cas d'urgence, incluant des exigences plus strictes en matière de communications, auprès du PSC pour son examen et son approbation. Le PSC est maintenant autorisé à ordonner des modifications des plans. En cas d'urgence, le PSC peut interdire la récupération des coûts auprès des contribuables et donner des pénalités en cas de non-conformité au plan.

**Révocation des certificats d'opération :** Les mesures législatives donnent au PSC l'autorité explicite de révoquer ou de modifier le certificat d'exploitation d'un service public dans l'État de New York en cas d'infractions répétées démontrant qu'on n'offre pas un service sécuritaire et adéquat.

**Protections des dénonciateurs :** De nouvelles dispositions sont incluses dans les mesures législatives pour que les représailles personnelles contre un employé dénonçant les infractions de l'entreprise constituent une infraction à la loi sur les services publics.

**Certification des premiers dirigeants :** Les premiers dirigeants seront tenus de certifier annuellement le PSC que le service public a pris des mesures appropriées pour assurer la conformité à toutes les lois,

French

règles, réglementation, ordonnances et procédures d'État, y compris l'obligation de fournir un service sécuritaire et adéquat.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418